

Newsletter, 13-16 février 2017

Session plénière

Strasbourg

CETA: vote final du Parlement européen sur l'accord commercial UE-Canada

Le Parlement européen débattre et votera mercredi l'accord économique et commercial global (AECG, ou CETA pour l'acronyme anglais) entre l'UE et le Canada. L'accord historique, qui vise à stimuler le commerce des biens et services et les flux d'investissement, ne peut entrer en vigueur sans l'approbation du Parlement européen.

6

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'adresse au Parlement

Le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, prononcera un discours officiel devant les députés sur la relation UE-Canada à 11h00 jeudi 16 février dans l'hémicycle de Strasbourg. Ce sera la première fois qu'un Premier ministre canadien s'adressera au Parlement européen.

8

Vote sur la nouvelle législation anti-terrorisme visant à arrêter les combattants étrangers et les loups solitaires

La préparation d'actes de terrorisme sera considérée comme une infraction selon de nouvelles règles européennes visant à lutter contre le terrorisme votées jeudi. L'objectif est de contrer les menaces croissantes et en perpétuelle évolution des "combattants étrangers", qui voyagent vers des zones de conflit ou qui en reviennent à des fins de terrorisme, et des "loux solitaires", qui planifient des attentats en solo.

9

Le Parlement prêt à soutenir les contrôles obligatoires aux frontières extérieures de l'UE

Tous les citoyens de l'UE et les ressortissants des pays tiers entrant ou sortant du territoire de l'UE devront être contrôlés par un recoupement avec des bases de données (comme celle sur les documents de voyage volés ou perdus), selon un projet de règlement mis aux voix jeudi. Le règlement, déjà approuvé de façon informelle avec le Conseil, exigerait également des États membres qu'ils vérifient que les voyageurs ne représentent pas de menace à la sécurité intérieure et à l'ordre public.

11

Changement climatique: le marché du carbone européen à l'heure de Paris

Les projets visant à encourager les réductions d'émissions de gaz à effet de serre au travers du marché européen du carbone (SEQE ou ETS en anglais) seront mis aux voix mercredi. Les députés proposent de réduire de 2,4% chaque année les quotas

d'émissions mis aux enchères, et de doubler la capacité de la réserve de stabilité mise en place en 2015, afin d'absorber les surplus de quotas sur le marché. 12

Le Président autrichien Alexander Van der Bellen s'adressera au Parlement

Le Président autrichien nouvellement élu, Alexander Van der Bellen, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mardi à midi. Il s'agira de sa première visite officielle à l'étranger. 13

Grèce: débat sur l'état du plan de sauvetage de 86 milliards d'euros

Les députés débattront de l'état du plan de sauvetage de 86 milliards d'euros en faveur de la Grèce, dans le contexte des pressions exercées pour que le plus grand débiteur de l'UE et ses créanciers surmontent leurs différences quant aux projets fiscaux et de réformes d'Athènes. 14

Réformer l'Union européenne

Afin de faire face aux défis politiques majeurs à venir, d'améliorer sa capacité à agir, de restaurer la confiance des citoyens et de faire en sorte que la zone euro soit plus résistante aux chocs extérieurs, l'UE doit tout d'abord utiliser pleinement les dispositions du traité de Lisbonne, et ensuite éventuellement se réformer pour aller plus loin. Tel est le message clé de trois résolutions explorant les évolutions futures de l'Union européenne, qui seront mises aux voix jeudi. 15

Économie, social, marché intérieur: les priorités 2017 du Parlement

Les priorités 2017 de l'Union pour l'économie, le social et le marché intérieur feront l'objet d'un débat avec la Commission mardi, au chapitre du semestre européen sur la coordination des politiques économiques. 17

Les députés en appellent à l'approbation accélérée des pesticides à faible risque

Les pesticides biologiques à faible risque, qui pourraient remplacer ceux susceptibles de nuire à l'environnement et à la santé humaine, ne peuvent pas encore être utilisés à aussi grande échelle que souhaité dans l'UE, le cadre de leur certification étant trop lent et trop complexe, expliqueront les députés lundi. Ces derniers demanderont à la Commission européenne de proposer une révision des règles et voteront une résolution mardi. 18

Des règles européennes de responsabilité sur les robots et l'intelligence artificielle

Les députés appellent, dans une proposition de résolution, à la fixation de règles au niveau de l'UE sur le domaine en évolution rapide de la robotique. Le texte aborde des questions telles que le respect des normes éthiques et la responsabilité en cas d'accidents impliquant des voitures sans conducteur. Le débat est prévu mercredi et le vote jeudi. 19

Les députés appellent à protéger sans délai les lanceurs d'alerte dans toute l'UE

Un "programme européen efficace et complet de protection des lanceurs d'alerte" pour protéger les intérêts financiers de l'UE devrait être proposé "immédiatement" par la

Commission européenne, exhortent les députés dans un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi. 20

Albanie et Bosnie-Herzégovine: des progrès sur les réformes liées à l'UE en 2016

Le Parlement débattira mardi des efforts de réforme réalisés en 2016 par l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, avec le commissaire à l'élargissement Johannes Hahn. Les députés devraient souligner qu'une réforme judiciaire crédible en Albanie pourrait s'avérer cruciale pour faire avancer le processus d'adhésion à l'UE. Ils exhorteront aussi la Bosnie-Herzégovine à dépasser ses divisions ethniques et politiques si elle souhaite que le processus d'évaluation de la demande d'adhésion soit un succès. 21

Israël: débat avec Mme Mogherini

Les perspectives de reprise des pourparlers de paix au Moyen-Orient seront débattues mardi après-midi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini. Les députés européens sont susceptibles de faire écho à la récente décision du gouvernement israélien de construire 3000 nouvelles maisons en Cisjordanie et à sa "Regulation Bill" qui "légalise" rétroactivement 3800 maisons de colons construites illégalement sur des terres privées palestiniennes. 22

Débat sur la situation sécuritaire dans l'est de l'Ukraine

La détérioration de la situation sécuritaire dans l'est de l'Ukraine, où des combats intenses avec des rebelles pro-russes ont récemment éclaté dans la ville d'Avdiïvka, contrôlée par le gouvernement, sera débattue mardi après-midi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini. 23

Fonds de politique régionale: un outil d'investissement pour encourager la croissance locale et l'emploi

Les députés appelleront la Commission européenne à présenter un plan pour réduire les retards dans la mise en œuvre des projets de développement régional financés par l'UE. Ils souligneront également que les investissements de l'UE en faveur de la croissance et de l'emploi sont plus nécessaires que jamais. Les deux résolutions à ce sujet seront débattues mercredi et votées jeudi. 24

Les députés questionneront la Commission au sujet des projets de péage routier en Allemagne

Lors d'un débat jeudi après-midi, les députés demanderont à la Commission européenne d'expliquer en quoi son accord relatif à la proposition de législation allemande concernant l'introduction d'une vignette pour l'utilisation des routes supprime la discrimination fondée sur la nationalité, un sujet sur lequel la Commission avait initialement exprimé des craintes. 26

Danemark - Europol: première étape vers la mise en place d'un accord de coopération

Le Parlement va proposer d'ajouter le Danemark à la liste des pays avec lesquels Europol peut conclure des accords de coopération opérationnelle. Il s'agit de la première étape vers la mise en place d'un accord de coopération entre le Danemark et Europol, afin de minimiser l'impact négatif du retrait du Danemark d'Europol le 1er mai 2017 et d'éviter toute lacune dans la lutte commune contre la criminalité grave et le terrorisme. Une résolution sera votée mardi.

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 16 février vers 10h30, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

28

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

29

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2017-02-13>

En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[EP Live: suivre la séance en direct](#)

[Europarl TV](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

[Service de recherche du PE: podcasts sur les principales questions de la plénière](#)

Contacts

Emilie TOURNIER

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 30578 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72649 (STR)

📱 (+32) 473 55 74 66

✉ presse-FR@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

Service de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

Service de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

✉ nicolas.delaleu@europarl.europa.eu

CETA: vote final du Parlement européen sur l'accord commercial UE-Canada

Le Parlement européen débatera et votera mercredi l'accord économique et commercial global (AECG, ou CETA pour l'acronyme anglais) entre l'UE et le Canada. L'accord historique, qui vise à stimuler le commerce des biens et services et les flux d'investissement, ne peut entrer en vigueur sans l'approbation du Parlement européen.

L'AECG éliminerait les droits de douane sur la plupart des biens et services et ouvrirait le marché canadien des marchés publics.

Pour dissiper les inquiétudes des citoyens selon lesquelles l'accord donne trop de pouvoir aux multinationales, l'UE et le Canada ont explicitement confirmé le droit interne des États de réglementer.

En réponse aux pressions exercées par le Parlement, le mécanisme controversé de règlement des différends investisseur-État a été remplacé par la [juridiction multilatérale permanente en matière d'investissements](#) afin d'assurer le contrôle gouvernemental sur le choix des arbitres et d'accroître la transparence.

Accord de partenariat stratégique UE-Canada

Les députés sont également appelés à donner leur consentement à la conclusion d'un accord de partenariat stratégique (APS) UE-Canada. Complétant l'AECG, cet accord vise à renforcer la coopération bilatérale UE-Canada sur un large éventail de questions non commerciales telles que la politique étrangère et de sécurité, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre la criminalité organisée, le développement durable, la recherche et la culture.

Contexte

Les négociations de l'AECG ont débuté en mai 2009 et se sont terminées en septembre 2014. L'UE et le Canada ont signé l'accord le 30 octobre 2016. En 2015, l'UE a importé des marchandises du Canada pour 28,3 milliards d'euros et exporté des marchandises pour 35,2 milliards d'euros, un chiffre qui devrait augmenter de plus de 20% lorsque l'accord sera mis en œuvre intégralement.

Débat: mercredi 15 février

Vote: mercredi 15 février

Procédure: approbation

Conférence de presse: mercredi 15 février de 14h à 14h30 avec le rapporteur Artis Pabriks (PPE, LV), le président de la commission INTA, Bernd Lange (S&D, DE), et la commissaire en charge du commerce, Cecilia Malmström

#CETA

En savoir plus

[AECG: les députés de la commission commerce international soutiennent l'accord UE-Canada \(24.02.2017\)](#)

[Texte complet de l'accord économique et commercial global \(AECG\) entre l'UE et le Canada](#)
[Questions fréquemment posées sur l'AECG \(avril 2016\)](#)

[Étude EPRS: Accord économique et commercial global \(AECG\) avec le Canada \(janvier 2017\) \(en anglais\)](#)

["Cet accord commercial est basé sur les meilleures pratiques des deux côtés de l'Atlantique" - Entretien Facebook Live avec le rapporteur Artis Pabriks \(PPE, LV\) \(23.01.2017\)](#)

[Profil du rapporteur Artis Pabriks \(PPE, LV\)](#)

[Fiche de procédure AECG](#)

[Profil du rapporteur Charles Tannock \(ECR, UK\)](#)

[Accord de partenariat stratégique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et le Canada, d'autre part](#)

[Fiche de procédure APS](#)

[Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'adresse au Parlement

Le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau, prononcera un discours officiel devant les députés sur la relation UE-Canada à 11h00 jeudi 16 février dans l'hémicycle de Strasbourg. Ce sera la première fois qu'un Premier ministre canadien s'adressera au Parlement européen.

La visite est prévue le lendemain du vote final du Parlement européen sur l'accord économique et commercial global (AECG, ou CETA pour l'acronyme anglais) entre l'UE et le Canada.

Justin Trudeau devrait promouvoir le rôle du Canada comme chef de file en matière d'échanges commerciaux et d'investissements progressistes, notamment en soulignant les répercussions positives que pourrait avoir la mise en œuvre de l'accord économique et commercial global (AECG).

Procédure: discours officiel

#Canada #CETA @CanadianPM @JustinTrudeau

En savoir plus

[Site internet du Premier ministre du Canada](#)

[Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Vote sur la nouvelle législation anti-terrorisme visant à arrêter les combattants étrangers et les loups solitaires

La préparation d'actes de terrorisme sera considérée comme une infraction selon de nouvelles règles européennes visant à lutter contre le terrorisme votées jeudi. L'objectif est de contrer les menaces croissantes et en perpétuelle évolution des "combattants étrangers", qui voyagent vers des zones de conflit ou qui en reviennent à des fins de terrorisme, et des "loups solitaires", qui planifient des attentats en solo.

Conformément aux nouvelles règles, conclues de manière informelle entre les négociateurs du Parlement et du Conseil en novembre 2016, seront considérés comme infractions les actes préparatoires au terrorisme tels que voyager à l'étranger pour rejoindre un groupe terroriste et revenir sur le territoire européen; recruter, former ou être formé à des fins de terrorisme; inciter publiquement à commettre un attentat ou faire l'apologie du terrorisme, que ce soit directement ou indirectement par la glorification de tels actes; ou encore fournir des fonds pour commettre un attentat.

Par ailleurs, la législation inclut des dispositions sur la protection des victimes du terrorisme, afin de garantir que les victimes et leurs familles reçoivent une aide immédiate en cas d'attentat.

Les négociateurs du Parlement ont garanti que, pour la première fois, les États membres soient contraints d'échanger des informations concernant les procédures pénales sur des infractions terroristes si l'information peut être utilisée pour prévenir de nouveaux attentats ou pour contribuer à d'autres enquêtes ou procédures en cours.

Note aux rédacteurs

La nouvelle directive de lutte contre le terrorisme remplacera la décision-cadre du Conseil de 2002 ([2002/475/JAI](#)) afin de suivre les nouveaux développements et les menaces émergentes comme les combattants étrangers et les loups solitaires, et de veiller à ce que les États membres respectent les obligations et normes internationales telles que la [résolution 2178 du Conseil de sécurité de l'ONU](#) et le [protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme](#).

Les États membres disposeront de 18 mois pour garantir l'application des dispositions. Le Royaume-Uni et l'Irlande ne sont pas tenus par les dispositions de la directive mais peuvent choisir d'informer la Commission européenne de leur intention d'y participer s'ils le souhaitent.

Le Danemark ne sera pas concerné par la directive.

Débat: mercredi 15 février

Vote: jeudi 16 février

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 15 février à 16h30 avec le rapporteur, la Commission et la présidence maltaise

#EU #Counterterrorism

En savoir plus

[Proposition de résolution sur la lutte contre le terrorisme](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(05.12.2016\)](#)

[Profil du rapporteur Monika Hohlmeier \(PPE, DE\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: projet de directive sur la lutte contre le terrorisme \(juillet 2016\) \(en anglais\)](#)

[Rapport d'Europol sur la situation du terrorisme dans l'UE en 2016 \(TE-SAT\) \(en anglais\)](#)

Le Parlement prêt à soutenir les contrôles obligatoires aux frontières extérieures de l'UE

Tous les citoyens de l'UE et les ressortissants des pays tiers entrant ou sortant du territoire de l'UE devront être contrôlés par un recoupement avec des bases de données (comme celle sur les documents de voyage volés ou perdus), selon un projet de règlement mis aux voix jeudi. Le règlement, déjà approuvé de façon informelle avec le Conseil, exigerait également des États membres qu'ils vérifient que les voyageurs ne représentent pas de menace à la sécurité intérieure et à l'ordre public.

Le projet de règlement, qui modifierait le [code frontières Schengen](#), a été présenté par la Commission européenne en décembre 2015. Il s'agit d'une réponse à la montée des menaces terroristes en Europe, et notamment au phénomène des "combattants étrangers" provenant de l'UE qui cherchent à rejoindre des groupes terroristes tels que le groupe État islamique en Syrie et en Irak.

Débat: mercredi 15 février

Vote: jeudi 16 février

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 15 février à 14h30

En savoir plus

[Communiqué de presse sur le vote de la commission parlementaire \(21.06.2016\)](#)

[Communiqué de presse sur l'accord informel avec le Conseil \(05.12.2016\)](#)

[Profil du rapporteur Monica Macovei \(ECR, RO\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Information de la Commission européenne: vérifications systématiques aux frontières extérieures](#)

[Note d'information du PE: Schengen et la gestion des frontières extérieures de l'UE \(en anglais\)](#)

[Des contrôles renforcés aux frontières extérieures de l'UE permettront-ils d'arrêter les combattants radicalisés?](#)

Changement climatique: le marché du carbone européen à l'heure de Paris

Les projets visant à encourager les réductions d'émissions de gaz à effet de serre au travers du marché européen du carbone (SEQUE ou ETS en anglais) seront mis aux voix mercredi. Les députés proposent de réduire de 2,4% chaque année les quotas d'émissions mis aux enchères, et de doubler la capacité de la réserve de stabilité mise en place en 2015, afin d'absorber les surplus de quotas sur le marché.

Dans leurs amendements, les députés demandent d'augmenter le "facteur de réduction linéaire" - soit la réduction annuelle du volume total de crédits, qui incite ainsi les opérateurs à réduire leurs émissions - à 2,4% contre les 2,2% proposés par la Commission européenne.

Par ailleurs, les députés souhaitent renforcer la capacité de la réserve de stabilité du marché pour absorber le surplus de crédits sur le marché. Déclenchée à partir de 2019, elle absorberait jusqu'à 24% des excédents de crédits lors de chaque année d'enchères, pendant les quatre premières années, soit le double de sa capacité actuelle. Les députés ont également convenu que 800 millions de quotas soient supprimés de la réserve de stabilité du marché à compter du 1er janvier 2021.

Débat: lundi 13 février

Vote: mercredi 15 février

Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture

#EUETS

En savoir plus

[Projet de rapport sur la proposition afin de renforcer le rapport coût-efficacité des réductions d'émissions et de favoriser les investissements à faible intensité de carbone](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(15.12.2016\)](#)

[Profil du rapporteur Ian Duncan \(ECR, UK\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE: réforme post-2020 sur le système européen d'échanges de quotas d'émission \(en anglais\)](#)

Le Président autrichien Alexander Van der Bellen s'adressera au Parlement

Le Président autrichien nouvellement élu, Alexander Van der Bellen, s'adressera aux députés lors d'une séance solennelle mardi à midi. Il s'agira de sa première visite officielle à l'étranger.

L'ancien dirigeant du Parti des Verts Alexandre Van der Bellen, 73 ans, s'est présenté comme candidat indépendant et est arrivé deuxième sur les six candidats au premier tour, avant de remporter le 4 décembre dernier le second tour contre Norbert Hofer, membre du Parti de la liberté d'Autriche.

M. Van der Bellen est né en Autriche de parents russes et estoniens, réfugiés du Stalinisme. Il a été professeur d'économie à l'université de Vienne avant de se lancer en politique au niveau national.

Séance solennelle: mardi 14 février Procédure: séance solennelle [@vanderbellen](#)

En savoir plus

[Présidence autrichienne \(en allemand\)](#)

Grèce: débat sur l'état du plan de sauvetage de 86 milliards d'euros

Les députés débattront de l'état du plan de sauvetage de 86 milliards d'euros en faveur de la Grèce, dans le contexte des pressions exercées pour que le plus grand débiteur de l'UE et ses créanciers surmontent leurs différences quant aux projets fiscaux et de réformes d'Athènes.

Cette semaine, le Fonds monétaire international, créancier majeur, a publié une évaluation morose de l'économie de la Grèce et de sa capacité à rembourser, sans une restructuration considérable de sa dette. Suite à cet événement, Bruxelles et Athènes ont accusé le FMI "d'être trop pessimiste".

Les institutions européennes souhaitent obtenir un accord sur le sauvetage avant la réunion de l'Eurogroupe du 20 février - l'une des dernières réunions des ministres des finances avant le début des campagnes électorales aux Pays-Bas, et plus tard cette année en France et en Allemagne.

Débat: mardi 14 février

Procédure: déclaration de la Commission suivie d'un débat

#Greece

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Réformer l'Union européenne

Afin de faire face aux défis politiques majeurs à venir, d'améliorer sa capacité à agir, de restaurer la confiance des citoyens et de faire en sorte que la zone euro soit plus résistante aux chocs extérieurs, l'UE doit tout d'abord utiliser pleinement les dispositions du traité de Lisbonne, et ensuite éventuellement se réformer pour aller plus loin. Tel est le message clé de trois résolutions explorant les évolutions futures de l'Union européenne, qui seront mises aux voix jeudi.

La première résolution, rédigée par [Mercedes Bresso](#) (S&D, IT) et [Elmar Brok](#) (PPE, DE), se concentre sur ce qui peut être fait pour tirer tout le parti de l'actuel traité de Lisbonne. Elle souligne les avantages des méthodes de travail de l'Union comparées aux méthodes intergouvernementales, et suggère que le Conseil européen (chefs d'État et de gouvernement) s'en tienne à son rôle, à savoir définir les priorités en matière de politique générale, et laisse le travail législatif au Conseil des ministres et au Parlement européen.

La seconde résolution, rédigée par [Guy Verhofstadt](#) (ADLE, BE), note que plusieurs crises ont démontré la tendance actuelle de l'UE à ne pas répondre de façon suffisamment efficace et rapide. Elle analyse la possibilité d'aller au-delà des outils actuellement disponibles, et étudie l'éventualité d'une réforme en profondeur du traité de Lisbonne.

La troisième résolution, rédigée par [Reimer Böge](#) (PPE, DE) et [Pervenche Berès](#) (S&D, FR), s'intéresse au manque de convergence, à la coopération politique et à l'appropriation des politiques dans la zone euro. Elle propose une stratégie de convergence qui se concentre sur le marché du travail, l'investissement, la productivité et la cohésion sociale, ainsi qu'une capacité budgétaire spécifique à la zone euro dédiée à l'atteinte de ces objectifs, et financée par ses États membres.

L'ensemble de ces propositions font partie d'un paquet dont l'objectif est de clarifier le positionnement du Parlement européen sur l'avenir de l'Europe, à temps pour le 60e anniversaire du traité de Rome.

Débat: mardi 14 février

Vote: jeudi 16 février

Procédure: résolutions non-législatives

#EUnion #eurozone

En savoir plus

[Rapport sur l'amélioration du fonctionnement de l'UE en mettant à profit le potentiel du traité de Lisbonne](#)

[Rapport sur les évolutions et adaptations possibles de la structure institutionnelle actuelle de l'UE](#)

[Profil du rapporteur Elmar Brok \(PPE, DE\)](#)

[Profil du rapporteur Mercedes Bresso \(S&D, IT\)](#)

[Profil du rapporteur Guy Verhofstadt \(ADLE, BE\)](#)

[Fiche de procédure: améliorer le fonctionnement de l'Union européenne en mettant à profit le potentiel du traité de Lisbonne](#)

[Fiche de procédure: évolutions et adaptations possibles de la structure institutionnelle actuelle de l'UE](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Économie, social, marché intérieur: les priorités 2017 du Parlement

Les priorités 2017 de l'Union pour l'économie, le social et le marché intérieur feront l'objet d'un débat avec la Commission mardi, au chapitre du semestre européen sur la coordination des politiques économiques.

Les députés vont commenter l'application et les répercussions sociales du pacte de stabilité et de croissance, et devraient appeler les États membres à exploiter le potentiel économique du marché intérieur. Ils adopteront trois résolutions mercredi.

Ils devraient en outre saluer l'examen annuel de la croissance 2017 publié par la Commission, qui réaffirme la priorité donnée à l'investissement privé et public, aux réformes structurelles équilibrées et à une gestion responsable des finances publiques. Ils vont également appeler les États membres à mettre en œuvre les recommandations formulées pour chaque pays, afin de soutenir la croissance et l'emploi.

Débat: mardi 14 février

Vote: mercredi 15 février

Procédure: résolutions non législatives

#EuropeanSemester

En savoir plus

[Profil du rapporteur Gunnar HÖKMARK \(PPE, SE\) \(résolution de la commission ECON\)](#)

[Fiche de procédure ECON - Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: examen annuel de la croissance 2017](#)

[Profil du rapporteur Yana TOOM \(ADLE, EE\) \(résolution de la commission EMPL\)](#)

[Fiche de procédure EMPL - Semestre européen pour la coordination des politiques économiques: emploi et aspects sociaux dans le cadre de l'examen annuel de la croissance 2017](#)

[Profil du rapporteur Antonio LÓPEZ-ISTÚRIZ WHITE \(PPE, ES\) \(résolution de la commission IMCO\)](#)

[Fiche de procédure IMCO - Rapport annuel sur la gouvernance du marché unique dans le cadre du Semestre européen 2017](#)

[Semestre européen: étapes principales au niveau de l'UE](#)

Les députés en appellent à l'approbation accélérée des pesticides à faible risque

Les pesticides biologiques à faible risque, qui pourraient remplacer ceux susceptibles de nuire à l'environnement et à la santé humaine, ne peuvent pas encore être utilisés à aussi grande échelle que souhaité dans l'UE, le cadre de leur certification étant trop lent et trop complexe, expliqueront les députés lundi. Ces derniers demanderont à la Commission européenne de proposer une révision des règles et voteront une résolution mardi.

Dans leur projet de résolution, les députés précisent que l'utilisation de produits phytopharmaceutiques classiques est de plus en plus controversée en raison des risques qu'ils font peser sur la santé humaine et sur l'environnement. Toutefois, seules sept substances actives alternatives classées "à faible risque" ont été approuvées par l'UE.

Les députés exhortent la Commission à proposer un projet législatif avant la fin 2018 afin d'accélérer la procédure d'évaluation, d'autorisation et d'enregistrement des pesticides à faible risque.

Débat: lundi 13 février

Vote: mardi 14 février

Procédure: question orale avec résolution

#pesticides

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Service de recherche du PE - Législation sur les pesticides dans l'UE: vers une utilisation durable des produits phytopharmaceutiques \(en anglais\)](#)

[Renouvellement de l'autorisation de l'utilisation de la substance herbicide glyphosate \(en anglais\)](#)

[Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Des règles européennes de responsabilité sur les robots et l'intelligence artificielle

Les députés appellent, dans une proposition de résolution, à la fixation de règles au niveau de l'UE sur le domaine en évolution rapide de la robotique. Le texte aborde des questions telles que le respect des normes éthiques et la responsabilité en cas d'accidents impliquant des voitures sans conducteur. Le débat est prévu mercredi et le vote jeudi.

La proposition de résolution exhorte la Commission européenne à proposer des règles sur la robotique et l'intelligence artificielle afin d'exploiter pleinement leur potentiel économique, tout en garantissant un niveau standard de sûreté et de sécurité.

Les députés soulignent qu'une législation est nécessaire et urgente pour clarifier les questions de responsabilité, en particulier pour les voitures sans conducteur. Ils appellent à un système d'assurance obligatoire et à un fonds supplémentaire pour garantir le dédommagement total des victimes en cas d'accidents causés par ce type de voitures.

Les députés invitent également la Commission à envisager la création d'une agence européenne pour la robotique et l'intelligence artificielle, afin de fournir aux autorités publiques une expertise technique, éthique et réglementaire.

Débat: mercredi 15 février

Vote: jeudi 16 février

Procédure: résolution législative

Conférence de presse: mercredi 15 février à 15h30, avec le rapporteur Mady Delvaux (S&D, LU)

#AI

En savoir plus

[Projet de rapport sur les règles de droit civil sur la robotique](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(12.1.2017\)](#)

[Profil du rapporteur Mady Delvaux \(S&D, LU\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Étude du PE sur les règles européennes de droit civil en robotique](#)

[Service de recherche du PE: comment les robots changeront-ils nos vies? \(en anglais\)](#)

[EuroparTV: réglementation de la robotique](#)

Les députés appellent à protéger sans délai les lanceurs d'alerte dans toute l'UE

Un "programme européen efficace et complet de protection des lanceurs d'alerte" pour protéger les intérêts financiers de l'UE devrait être proposé "immédiatement" par la Commission européenne, exhortent les députés dans un projet de résolution qui sera débattu lundi et mis aux voix mardi.

Ce programme devrait inclure des mécanismes de protection des lanceurs d'alerte dans le secteur privé, les institutions publiques et les organisations à but non lucratif, indique le projet de texte. Les députés défendent également la mise en place d'un organe indépendant de l'Union, avec des bureaux dans les États membres, afin d'aider les lanceurs d'alerte internes et externes à utiliser "les bons canaux pour divulguer leurs informations sur d'éventuelles irrégularités" nuisant aux intérêts financiers de l'Union.

Débat: lundi 13 février

Vote: mardi 14 février

Procédure: procédure d'initiative

#EUTransparency #lobbying

En savoir plus

[Projet de résolution sur le rôle des lanceurs d'alerte dans la protection des intérêts financiers de l'UE](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(09.01.2017\)](#)

[Communiqué de presse: "L'UE doit offrir une protection aux lanceurs d'alerte, estiment les députés" \(07.07.2016\)](#)

[Profil du rapporteur Dennis de Jong \(GUE/NGL, NL\)](#)

[Fiche de procédure](#)

Albanie et Bosnie-Herzégovine: des progrès sur les réformes liées à l'UE en 2016

Le Parlement débatera mardi des efforts de réforme réalisés en 2016 par l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, avec le commissaire à l'élargissement Johannes Hahn. Les députés devraient souligner qu'une réforme judiciaire crédible en Albanie pourrait s'avérer cruciale pour faire avancer le processus d'adhésion à l'UE. Ils exhorteront aussi la Bosnie-Herzégovine à dépasser ses divisions ethniques et politiques si elle souhaite que le processus d'évaluation de la demande d'adhésion soit un succès.

L'Albanie est candidate à l'adhésion à l'UE depuis juin 2014, mais les négociations d'adhésion doivent encore être lancées.

La Bosnie-Herzégovine est un pays candidat potentiel à l'adhésion à l'UE, et elle a déposé une demande d'adhésion à l'Union en février 2016. La Commission européenne est en train d'étudier cette demande.

Le Parlement votera deux résolutions distinctes mercredi à midi.

Débat: mardi 14 février

Vote: mercredi 15 février

Procédure: résolutions non législatives

#Albania #BiH #EUenlargement

En savoir plus

[Profil du rapporteur sur l'Albanie Knut Fleckenstein \(S&D, DE\)](#)

[Profil du rapporteur sur la Bosnie-Herzégovine Cristian Dan Preda \(PPE, RO\)](#)

[Fiche de procédure sur l'Albanie](#)

[Fiche de procédure sur la Bosnie-Herzégovine](#)

[Situation actuelle en matière d'élargissement \(information de la Commission européenne\) \(en anglais\)](#)

Israël: débat avec Mme Mogherini

Les perspectives de reprise des pourparlers de paix au Moyen-Orient seront débattues mardi après-midi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini. Les députés européens sont susceptibles de faire écho à la récente décision du gouvernement israélien de construire 3000 nouvelles maisons en Cisjordanie et à sa "Regulation Bill" qui "légalise" rétroactivement 3800 maisons de colons construites illégalement sur des terres privées palestiniennes.

La construction de 3000 unités de logement supplémentaires en Cisjordanie "constitue un défi direct aux perspectives de solution viable à deux États", a [commenté](#) Mme Mogherini à l'annonce du gouvernement israélien le 1er février.

La loi adoptée par la Knesset israélienne le 6 février légalise rétroactivement l'expropriation de terres palestiniennes privées autour de la Cisjordanie occupée. En vertu de cette législation, les propriétaires fonciers palestiniens d'origine bénéficieront d'une compensation financière ou se verront attribuer un autre terrain.

La résolution [2334](#) du 23 décembre 2016 du Conseil de sécurité des Nations unies a vivement préconisé de mettre fin aux colonies israéliennes en Cisjordanie, qui constituent une "violation flagrante" du droit international et n'ont aucune "validité juridique".

Débat: mardi 14 février 2017

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#WestBank #Palestine #Israel

En savoir plus

[Fiche de procédure](#)

[Relations UE-Israël \(en anglais\)](#)

[Déclaration de Federica Mogherini sur la récente annonce de 3000 nouvelles unités de logement dans les colonies en Cisjordanie \(01.02.2017\) \(en anglais\)](#)

[Résolution 2334 du Conseil de sécurité des Nations unies \(23.12.2016\)](#)

[Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Débat sur la situation sécuritaire dans l'est de l'Ukraine

La détérioration de la situation sécuritaire dans l'est de l'Ukraine, où des combats intenses avec des rebelles pro-russes ont récemment éclaté dans la ville d'Avdiïvka, contrôlée par le gouvernement, sera débattue mardi après-midi avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini.

Les députés de la sous-commission sécurité et défense ont été informés des derniers développements par Ivanna Klymush-Tsintsadze, vice-première ministre de l'Ukraine en charge de l'intégration européenne et euro-atlantique, à Bruxelles le 6 février dernier. Elle leur a annoncé que le 29 janvier, des rebelles pro-russes avaient violé le cessez-le-feu et attaqué les forces ukrainiennes à Avdiïvka en utilisant divers types d'armes, y compris celles interdites par les accords de Minsk, comme les lance-roquettes multiples Grad.

Lors d'un [débat au sein de la sous-commission](#), les députés ont exhorté la Russie à cesser de tester les réactions de l'Occident et à poursuivre la mise en œuvre des accords de Minsk.

Débat: mardi 14 février 2017

Procédure: déclaration de la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

En savoir plus

[Les provocations russes dans l'est de l'Ukraine doivent cesser immédiatement, déclarent les députés de la sous-commission sécurité et défense \(06.02.2017\)](#)

[Enregistrement vidéo du débat en sous-commission sécurité et défense \(06.02.2017\)](#)<http://www.europarl.europa.eu/ep-live/fr/committees/video?event=20170206-1500-COMMITTEE-SEDE>

[Matériel audiovisuel sur les relations UE-Ukraine](#)

Fonds de politique régionale: un outil d'investissement pour encourager la croissance locale et l'emploi

Les députés appelleront la Commission européenne à présenter un plan pour réduire les retards dans la mise en œuvre des projets de développement régional financés par l'UE. Ils souligneront également que les investissements de l'UE en faveur de la croissance et de l'emploi sont plus nécessaires que jamais. Les deux résolutions à ce sujet seront débattues mercredi et votées jeudi.

Dans une résolution rédigée par [Iskra Mihaylova](#) (ADLE, BG), les députés demandent à la Commission de présenter un "plan d'accélération de la cohésion" afin de réduire les retards de projets financés par l'UE dont le but est d'atténuer les disparités entre les régions européennes en encourageant la croissance et la création d'emplois.

Les investissements dans la politique ("de cohésion") régionale de l'UE stimulent le développement et l'emploi, constate une résolution préparée par [Lambert van Nistelrooij](#) (PPE, NL), estimant que ces projets, tout comme ceux financés par les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI), devraient être plus visibles.

Informations générales

Avec un budget de 454 milliards d'euros pour la période 2014-2020, les Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI) sont le principal instrument de la politique d'investissement de l'Union européenne, représentant près d'un tiers des dépenses de l'UE. Suite à la crise financière, les investissements publics ont considérablement diminué, de sorte que les Fonds ESI et les cofinancements des États membres constituent les principaux outils d'investissement public dans la plupart des pays de l'Union. Dans certains États membres, les Fonds ESI participent à hauteur de 60 à 80% à l'ensemble des investissements publics.

Débat: mercredi 15 février

Vote: jeudi 16 février

Procédure: résolution non législative, question orale à la Commission avec résolution

#CohesionPolicy #EUfunds

En savoir plus

[Proposition de résolution sur le thème "Investir dans la croissance et l'emploi"](#)

[Fiche de procédure - Investir dans la croissance et l'emploi](#)

[Profil du rapporteur Lambert van Nistelrooij \(PPE, NL\)](#)

[Question orale sur le retard dans la mise en œuvre des programmes opérationnels des Fonds ESI](#)

[Fiche de procédure - Mise en œuvre tardive des programmes opérationnels des Fonds ESI](#)

[Profil du rapporteur Iskra Mihaylova \(ADLE, BG\)](#)

[Site de la Commission européenne sur les Fonds structurels et les Fonds d'investissement européens](#)

[Données analytiques par pays sur les Fonds structurels et les Fonds d'investissement européens \(en anglais\)](#)

[Règlement portant dispositions communes](#)

Les députés questionneront la Commission au sujet des projets de péage routier en Allemagne

Lors d'un débat jeudi après-midi, les députés demanderont à la Commission européenne d'expliquer en quoi son accord relatif à la proposition de législation allemande concernant l'introduction d'une vignette pour l'utilisation des routes supprime la discrimination fondée sur la nationalité, un sujet sur lequel la Commission avait initialement exprimé des craintes.

L'une des principales préoccupations de la Commission au sujet du projet de législation concernait la discrimination des conducteurs étrangers, les résidents allemands pouvant bénéficier d'une réduction fiscale correspondant au montant exact de la vignette, déclarent les 43 députés ayant soumis la [question](#) à la Commission.

Suite à un accord avec l'Allemagne obtenu le 1er décembre 2016, la Commission a suspendu sa procédure d'infraction, mais la proposition amendée par l'Allemagne pourrait signifier, en pratique, que seuls les conducteurs étrangers paieraient véritablement le péage, affirment les députés.

Débat: jeudi 16 février

Vote: lors d'une session ultérieure

Procédure: question avec demande de réponse orale de la Commission

#Germany #EUTransport

En savoir plus

[Question avec demande de réponse orale de la Commission: approbation par la Commission du plan révisé de l'Allemagne visant à introduire une vignette pour l'utilisation des routes](#)
[Fiche de procédure](#)

Danemark - Europol: première étape vers la mise en place d'un accord de coopération

Le Parlement va proposer d'ajouter le Danemark à la liste des pays avec lesquels Europol peut conclure des accords de coopération opérationnelle. Il s'agit de la première étape vers la mise en place d'un accord de coopération entre le Danemark et Europol, afin de minimiser l'impact négatif du retrait du Danemark d'Europol le 1er mai 2017 et d'éviter toute lacune dans la lutte commune contre la criminalité grave et le terrorisme. Une résolution sera votée mardi.

Vote: mardi 14 février

Procédure: consultation

@Europol

En savoir plus

[Profil du rapporteur Agustín Díaz de Mera \(PPE, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Déclaration commune en vue de réduire au minimum les effets négatifs du retrait du Danemark d'Europol, à la suite du référendum organisé au Danemark le 3 décembre 2015](#)

[Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision 2009/935/JAI en ce qui concerne la liste des États et organisations tiers avec lesquels Europol conclut des accords \(21.12.2016\)](#)

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 16 février vers 10h30, avec des votes intervenant à 12h00 sur les sujets suivants:

- Situation des droits de l'homme et de la démocratie au Nicaragua, le cas de Francesca Ramirez
- Exécutions au Koweït et au Bahreïn
- Guatemala, notamment la situation des défenseurs des droits de l'homme

Vote: jeudi 16 février

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy #Nicaragua #Kuwait #Bahrain #Guatemala

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Stratégie de l'aviation pour l'Europe, Telicka (INI), débat et vote jeudi;
- Rapport annuel sur la politique de concurrence de l'Union européenne, Szanyi (INI), débat lundi, vote mardi;
- Rapport annuel 2016 sur l'union bancaire, Hübner (INI), débat mardi, vote mercredi;
- Accord-cadre de partenariat et de coopération UE-Mongolie, Scholz (CNS), vote mercredi;
- Accord de partenariat UE-Îles Cook dans le domaine de la pêche durable, Ferreira (CNS), vote mercredi;
- Initiative européenne sur l'informatique en nuage, Buzek (INI), débat mercredi, vote jeudi; et
- Proposition soumettant la nouvelle substance psychoactive methyl 2-[[1-(cyclohexylmethyl)-1H-indole-3-carbonyl]amino]-3,3-dimethylbutanoate (MDMB-CHMICA) à des mesures de contrôle, Fontana, vote mardi.